

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 07/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MALTERIES FRANCO BELGES - SOUFFLET

52 route de Dijon
21470 Brazey-En-Plaine

Références : 2025-249
Code AIOT : 0005401176

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/04/2025 dans l'établissement MALTERIES FRANCO BELGES - SOUFFLET implanté 52, route de Dijon 21470 Brazey-en-Plaine. L'inspection a été annoncée le 18/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Action nationale Combustion 2025

Ce contrôle consiste notamment en la vérification du combustible utilisé par l'installation, la bonne réalisation du contrôle réglementaire des rejets atmosphériques ainsi que le respect des valeurs limites d'émission applicables de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MALTERIES FRANCO BELGES - SOUFFLET
- 52, route de Dijon 21470 Brazey-en-Plaine
- Code AIOT : 0005401176
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site des Malteries Franco-Belges de Brazey-en-Plaine fait partie du groupe « IN VIVO ». Le groupe est lui-même divisé en 6 activités principales, dont la transformation de céréales (Malteries), dont Soufflet Malt fait partie. Soufflet Malt comprend les sites des Malteries Franco-Belges localisées à Brazey-en-Plaine (21).

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN25 Combustion

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Registre MCP	Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115EtR.515-116	Sans objet
2	Combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.1	Sans objet
3	Appareils fonctionnant en secours de l'alimentation électrique principale	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 1.4.1	Sans objet
4	Appareils destinés exclusivement à venir en secours d'une chaudière	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 1.4.2	Sans objet
5	VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4	Sans objet
6	VLE Chaudières	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.I	Sans objet
7	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.I et 6.3.II	Sans objet
8	Evaluation de la conformité aux VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.VI	Sans objet
9	Système de traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.4	Sans objet
10	Livret de	Arrêté Ministériel du 03/08/2018,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	chaufferie	article 6.7	
11	Efficacité énergétique(optionnel)	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site exploite une installation de combustion soumise à déclaration au titre de la rubrique 2910-A2. L'inspection n'a pas relevé d'écart par rapport aux prescriptions contrôlées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre MCP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115EtR.515-116
Thème(s) : Actions nationales 2025, Recensement installations MCP
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>R. 515-114 :</p> <p>I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ; - la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ; - le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ; - le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ; - la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ; - le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ; - le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ; - dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. » <p>II. Ces informations sont communiquées :</p> <p>1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ; <p>[...]</p> <p>2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés</p>

<p>aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »</p> <p>R.515-115 : [...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.</p> <p>R.515-116 : I . Les informations prévues à l'article R. 515-114 « , le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est enregistré sur le registre MCP (registre "installations de combustion moyennes") depuis le 8 novembre 2023 et l'exploitant a fourni à l'inspection le justificatif l'attestant. En consultant la mise à jour du registre du 1^{er} avril 2025, les informations relatives aux installations du site y figurent.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Combustible

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.1</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Contrôle du type combustible pour classement 2910-A</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les combustibles à employer correspondent à ceux figurant dans le dossier de déclaration [...] Ceux-ci ne peuvent être d'autres combustibles que ceux définis limitativement dans la nomenclature des installations classées sous la rubrique 2910-A. Le combustible est considéré dans l'état physique où il se trouve lors de son introduction dans la chambre de combustion.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a décrit précisément son installation de combustion. Il s'agit de 4 chaudières au gaz :</p> <ul style="list-style-type: none"> - chaudière 1 : 3000 kW, mise en service en 2024, - chaudière 2 : 3000 kW, mise en service en 2024, - chaudière 3 : 2088 kW, mise en service en 1995, - chaudière 4 : 2088 kW, mise en service en 1995. <p>Les chaudières 1 et 2 ont été mises en service en 2024 en remplacement de matériel plus ancien. La totalité des éléments est reprise dans le tableau en pièce jointe.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Appareils fonctionnant en secours de l'alimentation électrique principale

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 1.4.1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Appareils fonctionnant en secours de l'alimentation électrique principale
Prescription contrôlée : Les dispositions des points 2.3, 2.5, 3.9, 5.2 (deuxième alinéa), 5.9, 5.10 (deuxième alinéa), 6.2.2 A et B, 6.2.3, 6.2.4, 6.2.5, 6.2.6, 6.3, 6.4, 8.3 et 8.4 de la présente annexe ne s'appliquent pas aux appareils de combustion destinés uniquement à alimenter des systèmes de sécurité ou à prendre le relais de l'alimentation principale du site en cas de défaillance accidentelle de celle-ci, et pour lesquelles l'exploitant s'est engagé à les faire fonctionner moins de 500 heures par an.
Constats : L'exploitant ne dispose pas de système de secours en cas de panne électrique du réseau. L'exploitant indique qu'une telle panne électrique n'est arrivée qu'une fois sur les 5 dernières années. Le process de Malterie permet une réactivité de l'ordre de quelques heures, ce qui permet de trouver une organisation de secours. Lors de la panne, des groupes électrogènes ont été loués pour la période de défaillance électrique. Le prestataire ne dispose d'aucun contrat, il est sollicité au besoin ; les pannes électriques restent exceptionnelles.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Appareils destinés exclusivement à venir en secours d'une chaudière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 1.4.2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Appareils destinés exclusivement à venir en secours d'une chaudière
Prescription contrôlée : Les dispositions des points 6.2.4 et 6.4 de la présente annexe ne s'appliquent pas aux appareils de combustion destinés exclusivement à venir en secours, en cas de défaillance technique, d'un ou plusieurs appareils de combustion autres que turbines, moteurs, générateurs de chaleur directe et pour lesquels l'exploitant s'est engagé à les faire fonctionner moins de 500 heures par an.
Constats : Le site ne dispose pas d'appareil destiné uniquement au secours d'une chaudière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4
Thème(s) : Actions nationales 2025, Conditions de référence
Prescription contrôlée : Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm ³), rapportés aux conditions normales de température (273,15 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm ³) sur gaz sec. Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux.
Constats : Les rapports d'essais fournis par le prestataire Dekra (années 2021 et 2023) sont exprimés dans les conditions de référence citées dans l'arrêté ministériel ; c'est-à-dire : <ul style="list-style-type: none">• volume des effluents gazeux en mètres cubes normaux (Nm³), rapportés aux conditions normales de température (273,15 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs),• concentrations en polluants en milligrammes par mètre cube (mg/Nm³) sur gaz sec,• débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 3 % dans le cas des combustibles gazeux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : VLE Chaudières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.I
Thème(s) : Actions nationales 2025, Existantes - 2MW < Ptotale > 5 MW – Fonctionnement >500 h/an
Prescription contrôlée : I. - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses : <ul style="list-style-type: none">- aux installations de combustion existantes de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW fonctionnant plus de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté et jusqu'au 31 décembre 2024 ;- aux installations de combustion existantes de puissance thermique nominale totale supérieure à 2 MW et inférieure à 5 MW fonctionnant plus de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté et jusqu'au 31 décembre 2029 ;- aux installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure à 2 MW et fonctionnant moins de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté ;- aux installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 1 MW et inférieure à 2 MW et fonctionnant moins de 500 heures par an, à compter du 1er janvier

2030.

Tableaux reproduits partiellement

Combustible	Polluants	Polluants	Polluants
	SO ₂ (mg/Nm ³)	NO _x (mg/Nm ³)	Poussières (mg/Nm ³)
		P < 10 MW	
Gaz naturel, Biométhane	/	100 (2) (8)	/

Renvoi	Conditions	Valeur limite d'émission (mg/Nm ³)
(2)	Installation déclarée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014.	NO _x : 150
(8)	Installation déclarée avant le 1er janvier 1998.	NO _x : 225

Constats :

Au moment des contrôles de 2021 et de 2023, les chaudières 1 et 2 n'avaient pas encore été changées : les VLE (valeurs limites d'émission) qui s'appliquaient étaient de 225 mg/ Nm³ pour les NO_x pour les Générateurs 1 et 2.

La VLE pour les NO_x pour le générateur 1 (chaudière 3 et 4) est à 225 mg/ Nm³ car sa mise en service date de 1995.

Les contrôles biennaux réalisés par le prestataire Dekra en 2021 et 2023 indiquent les valeurs pour les NO_x suivantes :

en 2021 :

Chaudière 1 :

essai 1 : 86,3 mg/ Nm³

essai 2 : 88 mg/ Nm³

essai 3 : 88,6 mg/ Nm³

Chaudière 2 :

essai 1 : 176 mg/ Nm³

essai 2 : 176 mg/ Nm³

essai 3 : 177 mg/ Nm³

Chaudière 3

essai 1 : 168 mg/ Nm³

essai 2 : 138 mg/ Nm³

essai 3 : 146 mg/ Nm³

Chaudière 4 :

essai 1 : 148 mg/ Nm³

essai 2 : 148 mg/ Nm³

essai 3 : 150 mg/ Nm³

en 2023 :

Générateur 2 (Chaudières 1 et 2) :

essai 1 : 87 mg/ Nm³

essai 2 : 87,2 mg/ Nm³

essai 3 : 81,1 mg/ Nm³

Générateur 1 (Chaudières 3 et 4) :

essai 1 : 160 mg/ Nm³

essai 2 : 160 mg/ Nm³

essai 3 : 148 mg/ Nm³

Les VLE étaient respectées le jour du contrôle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Mesure périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.I et 6.3.II
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mesure périodique des rejets dans l'air
Prescription contrôlée : I. L'exploitant fait effectuer [...] une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O ₂ , SO ₂ , poussières, NO _x et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère. Pour les chaudières utilisant un combustible solide, l'exploitant fait également effectuer une mesure des teneurs en dioxines et furanes. Les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des analyses sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats. II. - La mesure des poussières n'est pas exigée lorsque les combustibles consommés sont exclusivement des combustibles gazeux ou du fioul domestique. La mesure des oxydes de soufre n'est pas exigée si le combustible est du gaz naturel, du biométhane, fioul domestique ou de la biomasse exclusivement ligneuse faisant partie de la biomasse telle que définie au a) de la définition de biomasse.
Constats : Les rapports biennaux fournis par l'exploitant (« Contrôles de rejets réalisés par Dekra en 2021 et 2023) permettent le suivi de l'installation de combustion. Dekra Pôle Mesures Est dispose bien de l'agrément nécessaire (cf Arrêté du 13 juin 2024 portant agrément des laboratoires ou des organismes pour effectuer certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049746770) aux prélèvements et analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Evaluation de la conformité aux VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.VI
Thème(s) : Actions nationales 2025, Evaluation de la conformité aux VLE
Prescription contrôlée : VI. - Les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.
Constats : Les résultats des contrôles réalisés en 2021 et 2023 pour chacun des 3 prélèvements par chaudière sont conformes aux valeurs limites d'émission applicables pour les NO _x .

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Système de traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.4

Thème(s) : Actions nationales 2025, Système de traitement des fumées

Prescription contrôlée :

I. - Lorsque l'installation met en œuvre des dispositifs de traitement des poussières dans les gaz de combustion aux fins du respect des VLE, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant.

II. - Lorsque l'installation met en œuvre des dispositifs de désulfuration des gaz aux fins du respect des VLE, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant.

III. - Pour les installations de combustion équipées d'un dispositif de traitement secondaire des NOx pour respecter les valeurs limites d'émission, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant.

Constats :

L'exploitant déclare ne disposer d'aucun système de traitement des fumées. Les chaudières fonctionnant au gaz ne s'encrassent pas contrairement à d'autres type de combustibles. Des vérifications visuelles sont néanmoins réalisées lorsque le prestataire ENGIE procède à des travaux d'entretien.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Livret de chaufferie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.7

Thème(s) : Actions nationales 2025, Livret de chaufferie

Prescription contrôlée :

Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières sont portés sur le livret de chaufferie.

Constats :

Les livrets de chaufferie sont disponibles sur site au niveau du local du générateur 1 (chaudières 3 et 4) et du générateur 2 (chaudières 1 et 2).

Dans les livrets de chaufferie, sont consignées les informations suivantes :

- dates des entretiens annuels,
- pièces remplacées,
- résultats d'analyse de combustion à chaque passage du prestataire

- nom et signature de l'intervenant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Efficacité énergétique(optionnel)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.9

Thème(s) : Actions nationales 2025, Efficacité énergétique

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une chaudière mentionnée à l'article R. 224-21 du code de l'environnement fait réaliser un contrôle de l'efficacité énergétique conformément aux articles R. 224-20 à R. 224-41 du code de l'environnement ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté du 2 octobre 2009 relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kilowatts et inférieure à 20 mégawatts

Constats :

Conformément aux articles R224-23 et R224-24 du CE, la valeur minimale de rendement réglementaire pour une chaudière mise en service jusqu'au 14/09/1998 (cas des chaudières 3 et 4) est de 87 %.

Pour les chaudières dont le combustible principal est du gaz et mis en service après le 01/07/2020 (cas des chaudières 1 et 2) le rendement réglementaire est de 92 %.

L'exploitant a présenté les rendements énergétiques calculés pour chaque chaudière par le prestataire de maintenance dans les fiches d'analyse de combustion fournies par l'exploitant.

L'analyse d'avril 2025 donne les rendements (en %) suivants pour chacune des chaudières :

Chaudière 1 :

- Petite allure (brûleur à 40% des capacités) : 95,3
- Grande allure (brûleur à 100% des capacités) : 93,4

Chaudière 2 :

- Petite allure : 94,9
- Grande allure : 92,9

Chaudière 3 :

- Petite allure : 95,5
- Grande allure : 93,8

Chaudière 4 :

- Petite allure : 92,8
- Grande allure : 91

L'objectif de rendement est pour chacune des chaudières est respecté.

Type de suites proposées : Sans suite
